

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 29 Juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

GEVAL

La Croix
85670 Grand'Landes

Références : D 23.0285

Code AIOT : 0006303878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement GEVAL implanté Lieu-dit La Vergne 85670 Grand'Landes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL
- Lieu-dit La Vergne 85670 Grand'Landes
- Code AIOT : 0006303878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'écosite de la Mélitée est une installation de stockage de déchets non dangereux et une plateforme de tri/transit de déchets de mobiliers ménagers exploité par la société GEVAL (filiale de Veolia). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 14/04/2020 pour un renouvellement et réhausse des zones d'enfouissement jusqu'au 31/12/2032.

Pour cette visite, l'inspection a effectué le tour des zones de stockage, et s'est rendue au niveau du bassin Ouest 1. La feuille de suivi des arrosages a été examinée, ainsi que des données informatisées portant sur RNDTS, les caractérisations de déchets et les attestations sur l'honneur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat de propreté du site
- Registre déchets RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Caractérisation des déchets	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-3 IV	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Attestation élimination déchets	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-4 I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.4.3	/	Sans objet
2	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.5.3	/	Sans objet
3	Prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.6.2	/	Sans objet
4	Intégration paysagère	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.3	/	Sans objet
5	Bassins de collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.4.1	/	Sans objet
6	Arrosage par des livixiats traités	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.5	/	Sans objet
7	Moyens spécifiques contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.7	/	Sans objet
8	Registre RNDTS informatisé	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que cette visite soit inopinée, l'inspection n'a pas relevé de non-conformité majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.4.3
Thème(s) : Autre, Paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.4.3 - Intégration dans le paysage et propreté L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : L'inspection a constaté lors de cette visite inopinée que le site était maintenu propre, et qu'aucuns déchets légers n'étaient visibles aux alentours immédiats. Des filets en partie haute des casiers sont présents sur plusieurs côtés de la zone en exploitation donnant vers l'extérieur.  Le constat est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.5.3
Thème(s) : Autre, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.5.3 - Voies de circulation Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : > les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, > Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin, > les surfaces où cela est possible sont engazonnées, > des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
Constats : Les voies de circulation du site sont propres. Certaines voies internes de circulation qui ne sont pas revêtues sont régulièrement arrosées (piste principale vue en inspection arrosée récemment). Aucun dépôt de boues n'est visible sur la RD50 n'est visible.

Les écrans végétalisés existant ou mis en place assurent un masquage visuel du site, et sont correctement entretenus. Ce constat est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.6.2 - Prescriptions en cas de sécheresse Le site ne réalise aucun prélèvement d'eau sur le milieu naturel ou le réseau d'eau potable à des fins industrielles. Il ne bénéficie d'aucune mesure spécifique applicable lors de phénomène de sécheresse. Constats : Excepté les usages sanitaires, l'exploitant a un besoin en eau très faible. Il s'agit essentiellement d'une tour de lavage du biogaz pour le piégeage de l'H ₂ S. Cette tour nécessite une déconcentration périodique avec appoint d'eau claire. Le volume utilisé est d'environ 3 à 4 m ³ /j, soit environ 100 m ³ /mois. L'inspection a constaté que l'eau d'appoint était prélevée dans le bassin d'eau pluviale BEP Ouest 1 du site.  Ce constat est jugé conforme. Observations : L'inspection souligne toutefois que l'exploitant a indiqué n'avoir mis en place ce pompage dans ses eaux pluviales que récemment. Auparavant, le prélèvement était réalisé sur le réseau d'eau potable (et ceci certainement depuis la mise en place du laveur de gaz). L'inspection rappelle que la demande d'autorisation instruite ne prévoyait pas d'usage industriel à partir du réseau d'eau potable ou du milieu naturel. La solution mise en place d'un usage d'eau des bassins internes est donc à conserver. Le débitmètre mis en place pour ce pompage était hors service lors de la visite. L'inspection rappelle qu'un comptage des eaux seraient à prévoir pour le suivi de des installations. 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Intégration paysagère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.3
Thème(s) : Autre, Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Article 2.3 - Intégration paysagère

Pour limiter l'impact visuel des casiers de stockage, l'exploitant met en place les mesures suivantes :

- > Les parements externes de la digue périphérique prévue à l'article 2.2.6 seront quant à eux végétalisés dès leur construction ;
- (...)
- > À l'issue des travaux de couverture finale prévus à l'article 2.10.1 l'exploitant réalise un enherbement.

Constats : L'inspection a constaté que les parements externes des digues formant les casiers, y compris les digues récentes, ont bien été végétalisés.

Sur la partie haute du site, les casiers récemment fermés ont été enherbés.

Ces travaux semblent être effectués à l'avancement, et contribuent à l'intégration du site dans le paysage.



Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bassins de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.4.1

Thème(s) : Autre, Aménagement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 2.4.1 - Bassins de collecte des eaux pluviales

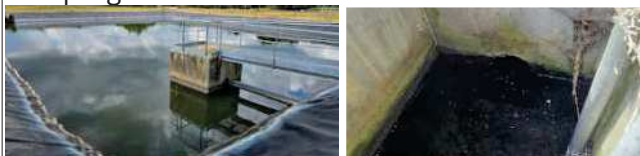
Le site dispose de 5 bassins de collecte des eaux pluviales. (...)

Chaque bassin est équipé en rejet d'un séparateur d'hydrocarbures, et d'un système permettant une obturation. (...)

Constats : L'inspection a vérifié aléatoirement un des 5 bassins d'eau pluviales du site (le BEP Est 1). Ce bassin dispose d'un système de by-pass dont le dispositif est en permanence dirigé vers le bassin (le by-pass étant une vanne guillotine placée à demeure pour empêcher un rejet en direct vers le milieu naturel - cette vanne guillotine était correctement en place lors de la visite).



Le bassin dispose d'un tube plongeur bloquant les hydrocarbures en surface, et d'un canal de comptage.



L'exploitant dispose ensuite de deux ballons gonflables au niveau du pont bascule à l'entrée du site. Chaque ballon gonflable a un diamètre différent selon le lieu d'utilisation.



Ce constat est jugé conforme.

Observations : Lors du contrôle dans le bureau pont-bascule, l'armoire dédiée aux matériels d'urgence a été ouverte par une paire de ciseau.

L'inspection note que l'accès à cette armoire doit être certes contrôlé, mais son accès pour les intervenants doit être facilité par un système d'ouverture adapté, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Arrosage par des lixiviats traités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 2.5 - Arrosage par des lixiviats traités

Sur la période de juin à septembre, les lixiviats traités peuvent être utilisés pour l'arrosage des couvertures végétalisées des casiers réaménagés de l'Ecosite. (...)

Cet arrosage s'effectue par un matériel adapté évitant la formation d'aérosols. Si un système fixe et automatisé est mis en place, celui-ci est muni d'un système d'asservissement à la pluviométrie interdisant son fonctionnement lors de périodes pluvieuses.

(...)

L'exploitant met en place un cahier de suivi des arrosages mentionnant à minima les éléments suivants :

- > volumes de lixiviats traités épandus ;
- > date des arrosages ;
- > relevé pluviométrique lors de chaque arrosage.

(...)

Constats : Lors de la visite, un tracteur muni d'une tonne à eau était en fonctionnement. Ce tracteur arrosait le couvert végétal de l'ancienne zone d'enfouissement de "La Vergne 1" voisine. Le système d'arrosage est muni d'une palette réglable diffusant un jet proche du sol.



La feuille de suivi des arrosages a été consultée.

Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens spécifiques contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 2.7

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.7 - Moyens spécifiques contre les incendies En application de l'article 16.V de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, l'exploitant dispose des moyens spécifiques de défense contre les incendies suivants : (...) <ul style="list-style-type: none"> > Une réserve d'eau disponible en permanence d'un volume de 600 m³ dans les 5 bassins d'eau pluviale. > Des caméras dont une thermique sont notamment installées aux abords des zones en cours d'exploitation pour détecter toute anomalie et permettre une gestion immédiate des départs de feu. La caméra thermique doit permettre un report d'alarme vers l'extérieur (opérateur, société de télésurveillance, etc.)
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que l'ensemble des bassins d'eau pluviale étaient remplis d'eau, garantissant un volume suffisant. La caméra thermique est positionnée sur le site, face à la zone en exploitation. La caméra "dôme" servant de levée de doute est également présente sur le même mât.
 <p>Positionnement caméra thermique face à la zone en exploitation</p>
Un test de report d'alarme n'a pas été effectué, car une maintenance en cours avait justement déclenché automatiquement une alarme auprès du prestataire de surveillance. L'inspecteur n'a pas renouvelé ce test qui pourra être fait ultérieurement. Ce constat est jugé conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registre RNDTS informatisé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.
A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre

chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Constats : L'inspection a constaté depuis l'accès de l'exploitant à l'application RNDTS que celui-ci avait bien mis à jour ses données à compter du 1er janvier 2022.

Via son service informatique, l'exploitant dispose désormais d'une application métier (déjà en lien avec son pont bascule) permettant la remontée automatique de son registre déchets vers l'application RNDTS.

Ce constat est jugé conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Caractérisation des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-3 IV

Thème(s) : Autre, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

(...)

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;

(...)

Constats : L'exploitant dispose pour ces clients d'un espace informatique dédié leur permettant de déposer leur document de caractérisation des déchets. Ce suivi est fait au niveau du groupe, et non au niveau de l'installation de stockage.

Le ratio de caractérisations disponibles est de 42%.

Ce constat est jugé comme susceptible de suite si le ratio ne s'améliore pas.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Attestation élimination déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R541-48-4 I

Thème(s) : Autre, Déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

1° La liste de leurs obligations de tri ;

2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment

la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

Constats : Les clients disposent d'un espace informatique dédiée pour déposer les attestations sur l'honneur. Cet espace sert également aux fiches d'acceptation préalable.

L'exploitant enregistre actuellement un ratio de 66% d'attestations sur l'honneur (80 attestations sur 122 clients).

Ce constat est susceptible de suite si le ratio ne s'améliore pas.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet